

12 DEC. 1996

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'EQUIPEMENT  
DE SEINE ET MARNE

Service des Constructions Publiques

F.

Diffusion (avec lettre d'accompagnement DDE) :

M. Fumiot

Nordetti

Schweitzer

Laigne

Audoin

Poux

Sene

**DECISION**

Le Directeur Départemental de l'Equipement

- VU les opérations préalables à la réception effectuées par la Maîtrise d'Oeuvre en présence du représentant du Maître d'Ouvrage.
- VU le passage du groupe de visite de la Commission de Sécurité le 10 Décembre 1996.

**DECIDE**

- Les ouvrages sis 6 et 8 Avenue Blaise Pascal, cité Descartes à Champs sur Marne 77 sont mis à disposition de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et de l'Ecole Nationale des Sciences Géographiques (IGN) à compter du 16 Décembre 1996.
- La mise à disposition transfère aux deux écoles la garde et l'entretien de l'ouvrage.

Le Directeur Départemental de l'Equipement



H. PEIGNE

---

**ACCUSE DE RECEPTION**

Le Directeur de l'ENPC

Le Directeur de l'IGN





**Direction  
Départementale  
de l'Équipement**

**Seine-et-Marne**

**Service  
des constructions  
Publiques**

001622

Vaux-le-Pénill, le 12 DEC. 1996

870

Monsieur le Directeur  
INSTITUT GÉOGRAPHIQUE NATIONAL  
136 bis rue de Grenelle

75007 PARIS

**Objet : ENPC/ENSG**

**Réfce : FA/ID/96/12/ETAT507**

**Affaire suivie par : François ALBERT/ID/BCHE**

**☎ 01.60.56.72.91. - Fax 01.60.56.71.02**

Je vous prie de trouver ci-joint la décision concernant le transfère de l'établissement aux deux écoles le 16 décembre 1996. Je vous demande de bien vouloir me retourner ce document revêtu de votre signature.

En accord avec M. AUDOIN, les clefs, les DOE ainsi que toutes les notices sommaires relatives aux éléments de sécurité et à l'exploitation du bâtiment, lui seront remis les 16 et 17 décembre prochains.

Parallèlement, le bâtiment sera placé sous la responsabilité des écoles qui doivent assurer le gardiennage, l'entretien, la maintenance et veiller à la sécurité des installations.

De ce fait, les contrats passés avec les différents concessionnaires seront transférés à cette même date à l'ENPC en attente de la structure de gestion commune.

A ce jour, il reste un certain nombre de réserves à faire lever par les entreprises définies par la Maîtrise d'Oeuvre. Les interventions seront programmées et effectuées sous la responsabilité de la Maîtrise d'Oeuvre avec l'accord de M. AUDOIN, responsable du bâtiment

Il est bien évident que toutes dégradations non mentionnées sur la liste de réserves précitée ne pourra être prise en compte dans le cadre des responsabilités des entreprises.

L'Ingénieur Divisionnaire des TPE  
Service des Constructions Publiques

  
François LEGUAY

**P.J. : 1 Décision du D.D.E.**

**Copies : M. BOUYSSI (OTH) - M. CHOLIN (DPS)**